

# TABLE DES MATIÈRES

---

INTRODUCTION .....	23
--------------------	----

## PARTIE 1 – DES DÉFINITIONS

<b>CHAPITRE 1. DE LA DÉFINITION DU BLANCHIMENT D'ARGENT .....</b>	<b>27</b>
---	-----------

<b>Section 1. Textes internationaux.....</b>	<b>27</b>
--	-----------

Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée adoptée par l'Assemblée générale le 15 novembre 2000 .....	27
--	----

Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012 .....	29
---	----

<b>Section 2. Textes régionaux.....</b>	<b>31</b>
---	-----------

DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	31
--	----

DIRECTIVE (UE) 2018/1673 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL (6 <sup>e</sup> Directive AML) du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal.....	32
---	----

<b>Section 3. Textes nationaux.....</b>	<b>39</b>
---	-----------

Code Pénal.....	39
-----------------	----

CIRCULAIRE CSSF 17/650 telle que modifiée par la circulaire CSSF 20/744.....	42
--	----

<b>CHAPITRE 2.</b>	
<b>DE LA DÉFINITION DU FINANCEMENT DU TERRORISME.....</b>	<b>55</b>
<b>Section 1. Textes internationaux.....</b>	<b>55</b>
Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (1999)....	55
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012 .....	58
<b>Section 2. Textes régionaux.....</b>	<b>60</b>
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	60
<b>Section 3. Textes nationaux.....</b>	<b>61</b>
Code Pénal.....	61
<b>CHAPITRE 3.</b>	
<b>DE LA DÉFINITION ET DE LA PRÉVENTION DE LA CORRUPTION.....</b>	<b>65</b>
<b>Section 1. Textes internationaux.....</b>	<b>65</b>
Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales adoptée par la Conférence de négociations le 21 novembre 1997.....	65
Convention des Nations Unies contre la corruption 2004 .....	70
<b>Section 2. Textes régionaux.....</b>	<b>75</b>
Convention pénale sur la corruption, Strasbourg, 27.I.1999 .....	75
Convention civile sur la corruption, Strasbourg, 4.XI.1999 .....	81
Décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé.....	82
<b>Section 3. Textes nationaux.....</b>	<b>85</b>
Code pénal.....	85
Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement .....	88
Arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement.....	100
Projet n° 7945 de loi portant transposition de la DIRECTIVE (UE) 2019/1937 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.....	110

<b>CHAPITRE 4.</b>	
<b>DE LA DÉFINITION DE LA FONCTION COMPLIANCE</b> .....	129
Règlement CSSF N° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme tel que modifié par le Règlement CSSF n° 20-05 du 14 août 2020 portant modification du Règlement CSSF n° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme .....	129
Circulaire CSSF 04/155 telle que modifiée par la circulaire CSSF 22/806 .....	132
<b>CHAPITRE 5.</b>	
<b>DÉFINITIONS DES TERMES IMPORTANTS</b> .....	143
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL (4 <sup>e</sup> directive AML) du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) no 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	143
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux .....	149
Règlement CSSF N° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme .....	159

## PARTIE 2 – DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

<b>TITRE 1. Des assujettis aux normes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme</b> .....	165
<b>Section 1. Textes internationaux</b> .....	166
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012 .....	166
<b>Section 2. Textes régionaux</b> .....	168
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL (4 <sup>e</sup> directive AML) du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen	

et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission Telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	168
<b>Section 3. Textes nationaux</b> .....	171
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	171
<b>TITRE 2. Des obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme</b> .....	175
<b>CHAPITRE 1. DE L'OBLIGATION DE VIGILANCE</b> .....	177
<b>Section 1. Textes internationaux</b> .....	177
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012.....	177
<b>Section 2. Textes régionaux</b> .....	218
<b>A. De l'approche par les risques</b> .....	218
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission Telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	218
<b>B. Des dispositions générales à l'obligation de vigilance</b> .....	220
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission Telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	220
<b>C. Des obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle</b> .....	225
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant	

la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission Telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	225
<b>D. Des obligations renforcées de vigilance à l'égard de la clientèle</b> .....	227
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	227
DIRECTIVE (UE) 2018/843 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) .....	231
<b>E. De l'exécution par les tiers</b> .....	233
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	233
<b>F. Des informations sur les bénéficiaires effectifs</b> .....	235
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	235
DIRECTIVE (UE) 2018/843 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) .....	243
<b>Section 3. Textes nationaux</b> .....	244
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive	

91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	244
Règlement grand-ducal du 1 <sup>er</sup> février 2010 portant précision de certaines dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	264
Règlement CSSF N° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	269
CIRCULAIRE N° 792 du 25 janvier 2019 Direction de l'enregistrement des domaines et de la TVA.....	293
CIRCULAIRE N° 792bis du 30 octobre 2020 Direction de l'enregistrement des domaines et de la TVA.....	296
<b>CHAPITRE 2.</b>	
<b>DES REGISTRES</b> .....	299
<b>Section 1. Le registre des bénéficiaires effectifs</b> .....	299
Loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs et portant 1° transposition des dispositions de l'article 30 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ; 2° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.....	299
<b>Section 2. Le registre des trusts et fiducies</b> .....	310
Loi du 10 juillet 2020 portant transposition de l'article 31 de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, tel que modifié par la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE.....	310
<b>FOCUS. DE L'ARGENT LIQUIDE</b> .....	331
RÈGLEMENT (UE) 2018/1672 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 23 octobre 2018 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005.....	331

Loi du 16 juillet 2021 portant organisation des contrôles du transport de l'argent liquide entrant ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg... aux contrôles de l'argent liquide entrant dans l'Union ou sortant de l'Union et abrogeant le règlement (CE) n° 1889/2005.....	339
<b>CHAPITRE 3.</b>	
<b>DE L'OBLIGATION DE DÉCLARER ET DE COOPÉRER.....</b>	349
<b>Section 1. Textes internationaux.....</b>	349
<b>A. Les obligations des assujettis.....</b>	349
Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée adoptée par l'Assemblée générale le 15 novembre 2000.....	349
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012.....	350
<b>B. Le fonctionnement des CRF et autorités de contrôle.....</b>	353
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012.....	353
<b>Section 2. Textes régionaux.....</b>	370
Directive (UE) 2019/1153 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière, et abrogeant la décision 2000/642/JAI du Conseil.....	370
<b>A. L'existence de la CRF.....</b>	382
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	382
DIRECTIVE (UE) 2018/843 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).....	383
<b>B. La coopération des assujettis avec la CRF.....</b>	385
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modi-	

fiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	385
<b>C. La coopération entre les autorités à l'échelle nationale et internationale .....</b>	<b>389</b>
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	389
DIRECTIVE (UE) 2018/843 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE).....	392
<b>Section 3. Textes nationaux.....</b>	<b>396</b>
<b>A. Le fonctionnement de la CRF .....</b>	<b>396</b>
Loi du 10 août 2018 modifiant : 1° le Code de procédure pénale ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 3° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 4° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État afin de porter organisation de la Cellule de renseignement financier (CRF).....	396
<b>B. La coopération des assujettis avec la CRF .....</b>	<b>404</b>
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	404
Règlement grand-ducal du 1 <sup>er</sup> février 2010 portant précision de certaines dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	409
Règlement CSSF N° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	410
Lignes directrices CRF : Déclaration d'opération suspecte + Lignes directrices blocage des transactions suspectes .....	411
<b>C. La coopération entre les autorités à l'échelle nationale et internationale .....</b>	<b>430</b>
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive	



91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	430
<b>D. Recours contre l'instruction de la CRF</b> .....	438
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	438
<b>FOCUS. COOPÉRATION AVEC LES AUTORITÉS DE SURVEILLANCE PRUDENTIELLE</b> .....	441
DIRECTIVE 2013/36/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE.....	441
<b>CHAPITRE 4.</b>	
<b>DE L'OBLIGATION D'AVOIR UNE ORGANISATION INTERNE ADÉQUATE</b> .....	563
<b>Section 1. Textes internationaux</b> .....	563
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012.....	563
<b>Section 2. Textes régionaux</b> .....	567
<b>A. Protection des données, conservation des documents et pièces et données statistiques</b> .....	567
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission Telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	567
<b>B. Procédures internes, formation et retour d'information</b> .....	571
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018.....	571

<b>Section 3. Textes nationaux</b> .....	574
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	574
Règlement grand-ducal du 1 <sup>er</sup> février 2010 portant précision de certaines dispositions de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	576
Règlement CSSF N° 12-02 du 14 décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	577
<b>TITRE 3. De la surveillance et des sanctions</b> .....	587
<b>CHAPITRE 1.</b>	
<b>DE LA SURVEILLANCE DES ASSUJETTIS</b> .....	589
<b>Section 1. Textes régionaux</b> .....	589
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission Telle que modifiée par Directive (UE) 2018/843 (5 <sup>e</sup> directive AML) du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	589
<b>Section 2. Textes nationaux</b> .....	593
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	593
<b>FOCUS. POINTS DE CONTACTS</b> .....	603
RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2018/1108 DE LA COMMISSION du 7 mai 2018 complétant la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant les critères relatifs à la nomination des points de contact centraux des émetteurs de monnaie électronique et des prestataires de services de paiement et par des règles quant à leurs fonctions.....	603

<b>CHAPITRE 2.</b>	
<b>DES SANCTIONS</b> .....	609
<b>Section 1. Textes régionaux</b> .....	609
DIRECTIVE (UE) 2015/849 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission telle que modifiée par la Directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 .....	609
<b>Section 2. Textes nationaux</b> .....	615
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	615
<b>FOCUS. MARCHÉS D'INSTRUMENTS FINANCIERS (MIFID II et MIFR)</b> .....	625
Loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers et portant : 1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE ; 2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire ; 3. mise en œuvre du règlement (UE) n° 600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 .....	625
Règlement grand-ducal du 30 mai 2018 relatif à la protection des instruments financiers et des fonds des clients, aux obligations applicables en matière de gouvernance des produits et aux règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage monétaire ou non monétaire, et portant : transposition de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire ; 2. modification du règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif à la tenue d'une cote officielle pour instruments financiers ; et 3. abrogation du	

règlement grand-ducal du 13 juillet 2007 relatif aux exigences organisationnelles et aux règles de conduite dans le secteur financier.....	697
--	-----

## PARTIE 3 – DES AUTRES RÉGLEMENTATIONS

<b>TITRE 1. Du gel des avoirs et des sanctions internationales</b> .....	721
<b>Section 1. Textes internationaux</b> .....	722
Résolution 1373 (2001) : adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4385 <sup>e</sup> séance, le 28 septembre 2001 .....	722
Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération les recommandations du GAFI adoptées par la plénière du GAFI en février 2012 .....	725
<b>Section 2. Textes régionaux</b> .....	740
POSITION COMMUNE 2001/931/PESC DU CONSEIL du 27 décembre 2001 relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme .....	740
RÈGLEMENT (CE) N° 2580/2001 DU CONSEIL du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme .....	742
DÉCISION (PESC) 2016/1693 DU CONSEIL du 20 septembre 2016 concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'EIL (Daech) et d'Al-Qaida et de personnes, groupes, entreprises et entités associés.....	748
RÈGLEMENT (UE) 2016/1686 DU CONSEIL du 20 septembre 2016 instituant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de l'EIL (Daech) et d'AlQaida ainsi que des personnes physiques et morales, des entités ou des organismes qui leur sont liés.....	756
DÉCISION (PESC) 2018/1544 DU CONSEIL du 15 octobre 2018 concernant des mesures restrictives de lutte contre la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques.....	764
RÈGLEMENT (UE) 2018/1542 DU CONSEIL du 15 octobre 2018 concernant des mesures restrictives de lutte contre la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques.....	768
DÉCISION (PESC) 2019/797 DU CONSEIL du 17 mai 2019 concernant des mesures restrictives contre les cyberattaques qui menacent l'Union ou ses États membres.....	776
RÈGLEMENT (UE) 2019/796 DU CONSEIL du 17 mai 2019 concernant des mesures restrictives contre les cyberattaques qui menacent l'Union ou ses États membres.....	783

<b>Section 3. Textes nationaux</b> .....	793
Loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme. ....	793
Loi du 20 juillet 2022 portant création d'un comité de suivi de mesures restrictives en matière financière et portant modification de : 1° l'article 506-1 du Code pénal ; 2° la loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière.....	799
Circulaire N° 768-25 du 25 octobre 2022 .....	800
Guide de bonne conduite / sanctions financières / lutte contre le financement du terrorisme.....	803
Guide de bonne conduite / sanctions financières contre des pays tiers, des entités et des particuliers .....	817
<b>TITRE 2. De la coopération fiscale : FATCA &amp; CRS</b> .....	823
<b>Section 1. FATCA</b> .....	824
Loi du 24 juillet 2015 portant approbation 1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des États-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le « Foreign Account Tax Compliance Act », y compris ses deux annexes ainsi que le « Memorandum of Understanding » y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014 2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1 <sup>er</sup> avril 2015.....	824
Loi du 24 juillet 2015 portant approbation 1. de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et relatif aux dispositions des Etats-Unis d'Amérique concernant l'échange d'informations communément appelées le « Foreign Account Tax Compliance Act », y compris ses deux annexes ainsi que le « Memorandum of Understanding » y relatif, signés à Luxembourg le 28 mars 2014 2. de l'échange de notes y relatives, signées les 31 mars et 1 <sup>er</sup> avril 2015 – RECTIFICATIF .....	828
<b>Section 2. CRS</b> .....	852
Loi du 18 décembre 2015 concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale et portant : 1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal ; 2. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal .....	852

Conclusions du Conseil relatives à la liste révisée de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales (2020/C 64/03) .....	886
Règlement grand-ducal du 15 mars 2016 portant exécution de l'article 2, paragraphe 4 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) .....	890
<b>TITRE 3. De la domiciliation de sociétés</b> .....	895
Loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés et modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 1909 portant création d'un registre de commerce et des sociétés ; modifiant et complétant la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales ; complétant la loi du 12 juillet 1977 relative aux sociétés de participations financières (holding companies) ; modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; complétant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (Mém. A 1999, N° 77) .....	896

## PARTIE 4 –

### DES NORMES APPLICABLES PAR SECTEUR PROFESSIONNEL

#### CHAPITRE 1.

<b>GEL DES AVOIRS ET SANCTIONS INTERNATIONALES</b> .....	907
RÈGLEMENT (UE) 2015/847 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n° 1781/2006 .....	907
Loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier .....	923
Loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes de paiement et des comptes bancaires identifiés par un numéro IBAN et des coffres-forts tenus par des établissements de crédit au Luxembourg et portant modification : 1° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ; 2° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État ; 3° de la loi du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ; 4° de la loi du 13 janvier 2019 instituant un Registre des bénéficiaires effectifs .....	927
CIRCULAIRE CSSF 18/698 .....	935
CIRCULAIRE CSSF 18/680 .....	936
CIRCULAIRE CSSF 18/702 .....	938
CIRCULAIRE CSSF 19/732 .....	942
CIRCULAIRE CSSF 20/740 .....	970
CIRCULAIRE CSSF 20/747 .....	982

CIRCULAR CSSF 21/782 concerning the adoption of the revised guidelines, by EBA, on money laundering and terrorist financing risk factors.....	983
CIRCULAIRE CSSF 17/650.....	985
CIRCULAR CSSF 21/788.....	997
Circulaire CSSF 22/822	
Déclarations du GAFI concernant 1) les juridictions à haut risque à l' encontre desquelles s'imposent des mesures de vigilance renforcées et, le cas échéant, des contremesures 2) les juridictions soumises au processus de surveillance renforcée du GAFI .....	999
<b>CHAPITRE 2.</b>	
<b>LES ÉTABLISSEMENTS D'ASSURANCE</b> .....	1005
Loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances telle que modifiée .....	1005
Règlement du Commissariat aux Assurances N° 20/03 du 30 juillet 2020 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	1009
Lettre circulaire 20/12 du Commissariat aux Assurances relative à l'application des interdictions et mesures restrictives en matière financière (Sanctions financières internationales) .....	1041
Lettre circulaire 19/16 du Commissariat aux Assurances relative à la collecte de données quantitatives dans le cadre de l'évaluation des risques d'exposition au blanchiment et au financement du terrorisme pour les entreprises d'assurance-vie .....	1043
Lettre circulaire 19/11 du Commissariat aux Assurances relative aux modifications apportées à l'article 47 du Règlement du Commissariat aux Assurances n° 13/01 du 23 décembre 2013 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme concernant le rapport à fournir par les réviseurs d'entreprises agréés des entreprises d'assurance et de réassurance.....	1045
Lettre circulaire 20/19 du Commissariat aux Assurances relative aux prestataires de services aux sociétés et fiducies (Lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme) .....	1047
Lettre circulaire 21/2 du Commissariat aux Assurances portant modification de la lettre circulaire 11/2 relative à l'évaluation des risques d'exposition au blanchiment et au financement du terrorisme et aux mesures de prévention telle que modifiée par les lettres circulaires 11/7 et 13/1.....	1048
Lettre circulaire 21/16 du Commissariat aux Assurances relative à l'adoption des orientations sur les facteurs de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme .....	1051
Lettre circulaire 22/12 du Commissariat aux Assurances relative aux déclarations du GAFI concernant : 1) les juridictions à haut risque à l'encontre desquelles s'imposent des mesures de vigilance renforcées et, le cas échéant, des contre-mesures 2) les juridictions soumises au processus de surveillance renforcé du GAFI .....	1053

Lettre circulaire 22/7 du Commissariat aux Assurances relative au rapport distinct à fournir par le réviseur des entreprises de réassurance .....	1056
<b>CHAPITRE 3.</b>	
<b>LES FAMILY OFFICES</b> .....	1067
Loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office et portant modification de : – la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, – la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. (Mém. A 2012, N° 274) .....	1067
<b>CHAPITRE 4.</b>	
<b>LES EXPERTS-COMPTABLES</b> .....	1071
Loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable..	1071
Norme professionnelle (IRE-NP 2022-28) du 21 juin 2022 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme et à la mise en œuvre de mesures restrictives en matière financière.....	1084
Procédure sur le contrôle relatif à la Lutte Contre le Blanchiment et contre le Financement du Terrorisme (« LCB/FT ») (dernière modification au 28/06/2022) ...	1084
Règlement sur le contrôle relatif à la Lutte contre le Blanchiment et contre le Financement du Terrorisme (dernière modification au 28/06/2022).....	1084
<b>CHAPITRE 5.</b>	
<b>LES RÉVISEURS D'ENTREPRISES</b> .....	1087
CIRCULAIRE CSSF 03/113 telle que modifiée par les circulaires CSSF 10/486 et CSSF 21/768.....	1087
Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit portant : – transposition de la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés ; – mise en œuvre du règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision 2005/909/CE de la Commission ; – modification de la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ; – modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ; – abrogation de la loi modifiée du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit.	1101
<b>CHAPITRE 6.</b>	
<b>LES AVOCATS</b> .....	1105
Loi 10 août 1991 sur la profession d'avocat .....	1105
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.....	1136



Règlement Intérieur de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg tel qu'adopté par le Conseil de l'Ordre lors de sa réunion du 9 janvier 2013.....	1137
Barreau de Luxembourg – Règlement du 12 septembre 2018 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.....	1182
Circulaire n° 6 / 2021-2022.....	1202
Circulaire n° 8 / 2019-2020.....	1205
Circulaire n° 5 / 2019-2020.....	1207
Circulaire n° 3 / 2019-2020.....	1221
<b>CHAPITRE 7.</b>	
<b>LES NOTAIRES</b> .....	1229
Loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat .....	1229
<b>CHAPITRE 8.</b>	
<b>LES ÉTABLISSEMENTS DE SERVICES AUX SOCIÉTÉS ET FIDUCIES</b> .....	1233
Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux .....	1233
<b>CHAPITRE 9.</b>	
<b>LES AGENTS IMMOBILIERS</b> .....	1237
Circulaire N° 764 du 29 avril 2013 – Direction de l'enregistrement et des domaines .....	1237
AED-TVA : GUIDE des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme – Pour le secteur immobilier.....	1245
<b>CHAPITRE 10.</b>	
<b>LES MARCHANDS DE BIENS</b> .....	1277
1 <sup>er</sup> AOÛT 2014. – CIRCULAIRE N° 769.....	1277
AED-TVA : GUIDE des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme – Pour les négociants d'oeuvres d'art .....	1283
AED-TVA : GUIDE des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme – Pour les marchands de biens	1314

**CHAPITRE 11.****DES ÉTABLISSEMENTS DE PAIEMENT, DE MONNAIES****ÉLECTRONIQUES ET DE CRYPTO MONNAIES..... 1345**

DIRECTIVE (UE) 2015/2366 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)..... 1345

Loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux..... 1427

Loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres ..... 1430